

population canadienne doit être saisie de la cause palestinienne et des arguments en faveur de changements fondamentaux dans ce contexte.

Le Canada a acquis une excellente réputation dans le monde pour ses efforts en matière d'établissement et de maintien de la paix; il éprouve une sympathie naturelle pour Israël et ses préoccupations, et les droits et besoins des Palestiniens lui tiennent de plus en plus à coeur. Il est donc bien placé pour contribuer utilement au règlement éventuel du conflit. Il est probable, cependant, que la polarisation explosive du débat au pays rendra cette tâche extrêmement difficile. L'Institut, et d'autres organismes sans doute aussi, continueront de déployer des efforts pour accroître la connaissance et la compréhension de cette conjoncture dynamique et pour sensibiliser le public canadien aux nouvelles voies que l'action internationale pourrait suivre.

La guerre au Liban, avec ses luttes anarchiques entre de multiples factions, s'est intensifiée en 1989 et a retenu l'attention de la population canadienne. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées, de vastes secteurs de Beyrouth ont été anéantis, et des foules énormes de réfugiés désespérés ont dû quitter le pays. Au cours de l'été, les bombardements aveugles déclenchés par les forces du général Michel Aoun et l'Armée syrienne ont suscité de vives alarmes au Canada et ailleurs. Les Libanais canadiens, passant outre à leurs affiliations respectives, ont organisé ensemble des manifestations et des délégations pour réclamer l'assistance du gouvernement canadien. Après de longues consultations à l'ONU et ailleurs, il est devenu évident que la Ligue arabe était la mieux placée pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu et d'agir comme médiateur pour favoriser un progrès vers un règlement durable de la crise. Les pires combats ont pris fin, et de nouveaux efforts ont été faits pour doter le Liban d'un gouvernement viable, même après l'affreux revers subi quand le président René Mouawad a été assassiné à peine dix-sept jours après avoir pris ses fonctions.

Quels que soient les arrangements désormais possibles pour rétablir la loi et l'ordre dans une certaine mesure, il est clair que le conflit sévissant au Liban a des racines profondes et qu'il possède de nombreuses ramifications internes et externes ainsi que de vastes dimensions politiques, socio-religieuses et économiques au pays même. Afin de résoudre la crise, il faudra qu'au Liban même et ailleurs, on prenne tous ces aspects en compte dans une démarche constructive. Notre Institut a mobilisé des ressources importantes pour tenter, au cours des deux prochaines années, d'aider à faire avancer les choses grâce à un processus consultatif d'envergure.